

STRASBOURG - CAMPMENT DE LA RUE DU REMPART

Un appel à la société civile

En marge du début du conseil municipal de Strasbourg, hier, et dans l'indifférence des élus, un collectif a manifesté son soutien aux familles du campement de la rue du Rempart.



Une trentaine de manifestants ont signifié leur solidarité envers les réfugiés, plus particulièrement ceux de la rue du Rempart. PHOTO DNA - Jean-Christophe DORN

La banderole déployée une demi-heure avant le début des débats sur le parvis de l'Eurométropole était assez visible, mais aucun élu ne passe plus par cet endroit, apparemment, pour entrer dans l'hémicycle. Qu'à cela ne tienne, un collectif d'associations strasbourgeoises a décidé qu'on ne pouvait pas se contenter d'expulser les migrants de terrains municipaux, parfois au mépris de leurs droits, si on voulait avoir un « modèle d'intégration » à la strasbourgeoise.

Un jugement en demi-teinte

La pomme de discorde est le traitement réservé aux familles albanaises et kosovares en campement sauvage depuis le mois de juin dernier sur un terrain de la rue du Rempart. Dans un communiqué diffusé la semaine dernière, le collectif met en cause l'État, et notamment l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) censé prendre en charge l'hébergement des demandeurs d'asile durant la durée de leur procédure. Mais aussi la Ville de Strasbourg qui répond à « cette situation insupportable et inhumaine de 100, 150 personnes dans des abris de fortune, dont des enfants et des femmes enceintes, avec trois toilettes sèches et un seul point d'eau à disposition », en demandant leur expulsion au tribunal...

À propos de tribunal, le juge a rendu son délibéré jeudi dernier, formellement en faveur de la Ville. « Oui, l'expulsion est accordée », explique Sophie Schweitzer qui a défendu plusieurs familles dans la procédure. « Mais seulement dans les deux mois à compter de la décision ». « Pour moi, la Ville ne peut agir qu'à partir du 21 novembre prochain, ce qui revient à dire qu'en pratique, elle ne pourra pas agir ».

L'avocate s'explique : « D'ici là, des familles ayant gagné leur référé seront logées, d'autres seront parties... Enfin, on sera en hiver, et les centres d'accueil des demandeurs d'asile devraient logiquement se mettre en action pour placer les derniers restant à l'abri ».

En attendant, la situation ne s'arrange pas pour les familles concernées. Des problèmes d'hygiène, de nourriture et de santé, pour ne citer que ceux-là, se posent en urgence. La manifestation de ce lundi en appelle aux pouvoirs publics pour le respect des droits de ces réfugiés, et même pour un accueil inconditionnel, demandent certains des militants.

Mais l'appel est lancé aussi à l'endroit de la société civile, pour « qu'elle se montre solidaire avec ces personnes dans l'épreuve qu'elles traversent ». Au-delà du discours politique et moral, Food not Bombs Strasbourg a fait le point sur les manques les plus criants : vêtements enfants, couvertures, jouets, tentes (2-3 places minimum) et produits d'hygiène sont dans la liste. Une cagnotte en ligne peut être abondée sur le site www.lepotcommun.fr/pot/tduOckge. Contact sur la page Facebook de « Food not Bombs Strasbourg ».

Le collectif investi dans le soutien aux familles du Rempart est composé de AFA Strasbourg, Alternative libertaire Alsace, ATMF Strasbourg, CLASH, CNT-STP 67, D'ailleurs nous sommes d'ici 67, Food not bombs Strasbourg, MRAP Strasbourg, NPA 67, PCF 67, Punkroutine, SNESUP-FSU de l'Université de Strasbourg ; Solidaires Etudiant.e.s Strasbourg et Sud Education Alsace.

CONTENUS SPONSORISÉS